

A LA UNE

Parcoursup face au contrôle continu

Opaque, long, anxiogène mais aussi égalitaire, efficace, maîtrisé. Si les critiques contre Parcoursup n'en finissent pas de fuser depuis sa création, d'autres – et au premier rang Frédérique Vidal – soutiennent toujours la ministre. Mais Parcoursup peut-il encore jouer son rôle sélectif à l'heure d'un contrôle continu de plus en plus répandu mais aussi de plus en plus faussé ?



Olivier Rollot
(@ORollot)

Les biais du contrôle continu. « *J'ai changé mon fils de lycée, un très bon lycée, pour le mettre dans un moins bon mais qui note mieux.* » Cette phrase on l'entend de plus en plus. Car pourquoi prendre la peine de travailler durement dans un très bon lycée pour avoir *in fine* des notes moins bonnes et se priver ainsi de l'entrée dans beaucoup de filières ? Bien sûr les lycées d'origine des futurs lycéens sont toujours accessibles pour Parcoursup, ce qui permet notamment aux professeurs de classes préparatoires de discerner si un dossier est bon ou pas. Mais c'est parfois plutôt avec les appréciations qu'avec les notes que les professeurs font leur choix. Les professeurs sont en effet de plus en plus soumis à une pression infernale de la part des parents comme de leurs élèves. Résultat : des notes toujours meilleures, qui reflètent plus la valeur d'un élève dans son lycée que sa valeur nationale. Ce qui n'empêche pas le ministère de l'Éducation d'aller encore plus loin dans sa réforme du bac en proposant de supprimer les épreuves de spécialités. Des épreuves que les syndicats de professeurs avaient voulu nationales pour justement éviter une pression trop forte.

Mais s'agit-il d'un état de fait provisoire, dû à un Covid qui empêche d'organiser tous les écrits du bac, ou allons-nous vers un bac de moins en moins lisible ? Et donc vers un recrutement sur dossier de plus en plus difficile ? Ce serait un sacré paradoxe alors que Sciences Po, comme certaines Grandes écoles d'ailleurs, remettent en cause l'idée même de concours.

La nature a horreur du vide. La nature a horreur du vide et les professeurs de classes préparatoires scientifiques de l'absence d'indication sur la valeur réelle de leurs candidats en mathématiques. Quant aux lycéens ils s'interrogent : leurs capacités sont-elles à la hauteur des attentes de l'enseignement supérieur avec un contrôle continu de plus en plus déconnecté des réalités ? Pour relever ces défis, une association de professeurs de mathématiques, l'AORES (Association pour une orientation raisonnée vers l'enseignement supérieur scientifique) a décidé d'organiser son propre test de mathématiques dès 2022. Accessible à tous les élèves de terminale générale (spécialité mathématiques), il est essentiellement destiné aux élèves qui souhaitent intégrer une très bonne classe préparatoire scientifique. Les élèves pourront ensuite préciser leurs résultats dans la partie « libre » de Parcoursup.

Si les associations de professeurs de classes préparatoires se disent opposées à l'idée, elle n'en reflète pas moins le besoin que pourraient avoir les filières sélectives d'obtenir des indicateurs plus fiables que ceux issus du contrôle continu. Alors que les universités américaines abandonnent les SAT et ACT le paradoxe serait qu'un nouveau marché s'ouvre en France pour de nouveaux examens sélectifs. Un cadrage national des notes semble en tout cas indispensable pour éviter que le bac ne soit décidément plus un diplôme national.

Olivier Rollot (@ORollot)

- Appelé TeSciA pour « Test scientifique avancé », le test de l'AORES comprendra deux épreuves de mathématiques de 1h30 chacune, séparées par une pause. La première épreuve vérifie la maîtrise du programme de spécialité du baccalauréat ; la seconde, comprenant une partie optionnelle, évalue les capacités d'initiative et d'abstraction et repose sur une partie du programme de l'option mathématiques expertes. Les premiers tests auront lieu en mars 2022, le samedi après-midi suivant les épreuves terminales de spécialité du baccalauréat, dans au moins une quinzaine de centres d'examen répartis au mieux en France métropolitaine. L'AORES envisage de produire le même type de tests pour entrer en classe préparatoire EC.

AU SOMMAIRE

Écoles de management

Écoles d'ingénieurs

Universités

Entretien

Stéphan Bourcieu (BSB)

Entretien

Jean-Michel Nicolle(Cdefi)

DÉCOUVREZ

MON BAC
ET MOI

LA NOUVELLE PLATEFORME DÉDIÉE À
L'ORIENTATION DES LYCÉENS



MONBACETMOI.FR



« Les oraux sont un enjeu majeur pour BSB »

Plus d'un candidat a choisi BSB après des oraux considérés souvent comme les mieux organisés de France. C'est dire si Stéphane Bourcieu, son directeur, se réjouit voir qu'ils ont bien été organisés de nouveau cette année. Il revient également avec nous sur l'expansion de son école à Lyon.



Olivier Rollot : Les oraux des concours ont bien lieu cette année. Quel est l'enjeu pour BSB ?

Stéphane Bourcieu : Après la petite sortie de route que nous avons connue en 2020 en n'affectant pas toutes les places que nous avons ouvertes. Bien sûr il y a cette année moins d'interactions avec les candidats que les années précédentes, la dimension d'expérience de vie de l'école est réduite à la portion congrue. Mais il est essentiel pour nous de pouvoir échanger avec les étudiants pendant 24 heures, de leur faire visiter la ville et de leur parler chaque matin dans nos amphis. Nous demandons à nos « admissibles » de se comporter en « buddy » en établissant une relation individuelle avec chaque candidat.

C'est un autre mode de fonctionnement mais tellement mieux que le « full distanciel » que nous avons connu en 2020 avec uniquement des échanges sur Skype. Les écoles avaient toutes investi beaucoup de moyens en communication digitale au point de provoquer un brouhaha qui nous rendait inaudibles auprès des candidats.

O. R : Le tout présentiel essentiellement ?

S. B : Les candidats en admission sur titre (AST) du concours Passerelle ont passé les oraux à 60% en distanciel. Cela leur convient dans la mesure où c'est une période de stage pour des étudiants qui sont en BTS, DUT ou bachelor. A contrario les candidats issus de classe préparatoires qui nous recevons ensuite seront très certainement à 98% en présentiel.

O. R : Les oraux ont lieu à Dijon comme à Lyon ?

S. B : Des oraux ont été organisés à Lyon cette année seulement pour l'entrée en bachelor. Nous ne souhaitons pas organiser des oraux d'entrée en PGE à Lyon dans la mesure où nous n'avons pas encore d'étudiants en PGE là-bas pour faire découvrir le campus et la ville. Si nous l'avions fait cela aurait été factice. Mais rendez-vous dès l'année prochaine. Et les candidats qui sont intéressés par Lyon auront accès à une visite virtuelle en 3D qui leur donnera nécessairement l'envie d'aller sur Lyon !

O. R : L'ouverture de votre nouveau campus de Lyon est le grand événement de cette année pour BSB. Qu'en attendez-vous ?

S. B : Nous voulons recevoir 1000 étudiants à Lyon en 2025 contre 370 aujourd'hui. Nous allons y croire plus qu'ailleurs dans les années à venir. Ce nouveau campus doit en effet permettre à BSB de recruter sur toute la France : Aujourd'hui la plupart de nos étudiants viennent de la partie Nord et de l'Est de la France. A Lyon nous pouvons attirer beaucoup plus facilement des étudiants du grand Sud, voire de l'Ouest, dans une ville très bien desservie par les transports. De plus cela nous permet d'organiser de nouvelles modalités pour nos formations en apprentissage à Lyon vu son écosystème et donc de permettre aux étudiants d'y étudier et d'y travailler sans avoir besoin de deux logements.

Nous étions installés dans le quartier Part-Dieu puis Confluence depuis 2013. Maintenant BSB est dans le 8^e arrondissement lyonnais, au cœur du secteur Monplaisir, dans un quartier très dynamique qui compte deux grandes universités, Lyon 1 et Lyon 3.

Nous y avons trouvé un bâtiment très fonctionnel de 3 000 m² répartis sur 4 niveaux dans lequel était auparavant installée l'entreprise pharmaceutique Merck.

O. R : Quels programmes dispensez-vous sur chaque campus ?

S. B : Les deux programmes majeurs de BSB sont dispensés sur le campus de Lyon (Bachelor in Management et Master Grande École). A compter de la rentrée 2021 les étudiants du Master Grande École pourront indifféremment se positionner sur l'un ou l'autre campus. D'autres programmes sont réservés à chaque campus. Le nouveau campus lyonnais dispose ainsi d'un pôle d'excellence en Digital

LA PERSONNALITE



Éric Lamarque, 53 ans, a été réélu président d'IAE France à l'unanimité des voix exprimées ce vendredi 2 juillet lors de son assemblée générale pour un mandat de deux années (lire sa [profession de foi](#)). Il avait récemment été également élu pour un 2^{ème} mandat à la direction de l'IAE Paris-Sorbonne. Titulaire d'un doctorat en 1996 et major du concours de l'Agrégation en sciences de gestion, Éric Lamarque devient professeur à l'Université de Bordeaux puis rejoint un cabinet de conseil en stratégie, Secor, désormais propriété de KPMG. Il devient par la suite président de la section gestion du Conseil national des universités puis rejoint l'IAE Paris-Sorbonne dont il prend la tête en 2016. Il est également colonel réserviste de l'Armée de l'Air.

Le nouveau bureau de l'association sera composé de :

- **Christian Defelix**, directeur de Grenoble IAE et vice-président recherche & développement des projets territoriaux ;
- **Laurence Macaluso**, directrice générale d'IAE France
- **Hervé Penan**, directeur de TSM – Toulouse School of Management et vice-président stratégie & partenariats nationaux et internationaux ;
- **Claire Salmon**, directrice de l'IAE Savoie Mont Blanc, trésorière et vice-présidente formation & innovation pédagogique ;
- **Corinne van der Yeught**, directrice de l'IAE Toulon et vice-présidente communication.

Le projet stratégique 2021–2024 sera élaboré collectivement avec l'ensemble des directeurs des IAE, dans la continuité du mandat 2018-2021.

Business & Artificial Intelligence avec le MSc Artificial Intelligence & Digital Technology Management, le MSc Green Tech & Sustainable Societies (nouveau à la rentrée 2021) et une spécialisation de Bachelor en Digital Management. Le bachelor propose également une nouvelle spécialisation en Sustainable Business Management.

O. R : Pourquoi avez-vous décidé de vous installer à Lyon et pas à Paris, comme l'ont fait la plupart dans autres écoles de régions ?

S. B : Quand on n'a pas choisi de fusionner il faut être innovant ! Sinon on se met en danger. Quand nous avons pris la décision de développer un deuxième campus, c'était en 2012, nous avons jugé que Paris était très embouteillée alors que Lyon et sa région sont la deuxième région française avec un grand potentiel que j'évoquais précédemment. Mais nous n'avions pas alors tous les moyens de nos ambitions comme aujourd'hui.

O. R : Mais BSB reste toujours plus bourguignonne que lyonnaise ?

S. B : Nous recevons aujourd'hui 2500 étudiants à Dijon contre 370 à Lyon avec un objectif de 1000. De plus notre siège est à Dijon et c'est là également que nous développons nombre de nos expertises dont notre School of Wine & Spirit Business. Nous sommes toujours ancrés en Bourgogne.

O. R : En 2012 vous n'aviez pas les moyens de vos ambitions. Qu'est ce qui fait que vous les avez aujourd'hui ?

S. B : En 2012 nous étions encore un établissement de la chambre de commerce et d'industrie Côte d'Or avec peu de marge de manœuvre financière. Nous ne pouvions croire qu'en fonction de nos résultats sans capacité d'emprunts. Aujourd'hui nous sommes un EESC (établissement d'enseignement supérieur consulaire) avec la capacité d'investir 10 millions d'euros à Lyon en quatre ans.

O. R : Votre recrutement en admissions sur titre (AST) est bon cette année. Mais trois écoles quittent le concours Passerelle dont BSB fait partie. Que va devenir le concours ?

S. B : Nous sommes six écoles à rester et nous avons maintenant un an pour renforcer le concours. La marque Passerelle est une marque forte et attractive. Nous travaillons collectivement à la rendre encore plus attractive. D'autant que nous avons maintenant une gouvernance resserrée. Un peu comme l'Union européenne à six des origines.

O. R : Question incontournable cette année : quel bilan tireriez-vous de cette année de pandémie ?

S. B : Elle a accéléré l'expérimentation du digital et nous devons maintenant capitaliser sur la plus-value qu'il apporte. La création d'un « Learning Lab by BSB » doit notamment permettre d'expérimenter de nouvelles pédagogies et de créer de nouveaux enseignements exploitant en particulier les nouveaux outils digitaux.

Pour la rentrée nous avons prévu trois scénarios en privilégiant le full présentiel avec une utilisation du distanciel en dehors de la salle de classe. La plus-value du digital est là. Nous avons d'ailleurs créé un fonds d'investissement dédié d'un montant de 200 000€ pour soutenir l'innovation pédagogique et en particulier des projets digitaux.

O. R : Autre question « Covid » : comment se sont placés vos diplômés cette année sur le marché de l'emploi ?

S. B : Tous nos diplômés ou presque ont trouvé un emploi. Certes les salaires ont pu connaître un coup de frein dans certains secteurs plus touchés comme le marketing mais a contrario ils accélèrent dans le digital ou les datas. La question est maintenant de voir comment l'économie va atterrir une fois qu'elle ne sera plus sous perfusion.

O. R : BSB développe des fonds pour quels autres sujets ?

S. B : BSB crée des « Fonds BSB » consacrés à l'accompagnement des élèves et à l'innovation pédagogique. 1M € y est alloué dont la moitié dès 2021. En tout ce sont 800 000 € qui sont dédiés au soutien des élèves dont 400 000 € (200 000 € dès 2021) pour des prêts d'honneur qui viennent compléter le dispositif de bourses au mérite de la Fondation BSB. Par ailleurs 350 000 € (dont 150 000 € dès 2021) vont être consacrés à un fonds d'investissement dans les projets entrepreneuriaux des élèves de BSB en co-investissement sur des projets en incubation ou en post-incubation. Enfin dès 2021 ce sont aussi 50 000 € qui vont être placés dans des bourses « BSB Talents » qui ont vocation à accompagner des élèves talentueux dans leur quête de l'excellence et la réalisation de leurs projets.

O. R : On parle beaucoup de diversité sociale aujourd'hui. Quel pourcentage de boursiers BSB reçoit-elle ? Et pensez-vous à fixer vos droits de scolarité en fonction des revenus des parents de vos étudiants ? Ou à réformer vos concours ?

S. B : Nous ne pensons pas à fixer des droits différents selon les revenus alors que nous recevons aujourd'hui entre 25 et 30% de boursiers.

Réformer les concours, cela ne permettrait que de revoir la répartition des boursiers entre les écoles. L'enjeu est plutôt d'amener plus de boursiers à postuler dans les Grandes écoles en les y incitant dès le lycée. Pourquoi y a-t-il moins de boursiers dans les Grandes écoles parisiennes ? La capacité à amener des boursiers dans les Grandes Ecoles n'est pas uniquement une question financière comme on le dit souvent : l'ENS ou l'Ecole polytechnique ont des droits de scolarité très faibles et rétribuent même leurs étudiants. Pour autant ces institutions ont moins de boursiers qu'à HEC !

D'autres idées comme bonifier les carrés me paraissent plutôt intéressantes. Aller jusqu'à la discrimination positive ? Le BNEM (Bureau national des élèves en école de management) y est très hostile et c'est une position audible. Pour autant on peut noter que bien menée, la discrimination positive peut avoir des effets bénéfiques : la loi Copé-Zimmerman a largement permis de faire évoluer la composition des conseils d'administration des grandes entreprises qui doivent désormais comporter 40% de femmes. C'est un sujet qui mérite d'être travaillé en profondeur et sans a priori.



ELLES/ILS BOUGENT...



Anne-Marie Tyrode Mania est nommée Directrice générale de l'IDRAC Business School. Sa prise de fonction aura lieu à la rentrée 2021. Ingénieure de formation, Anne-Marie Tyrode Mania débute sa carrière dans le secteur bancaire. Sa vie

personnelle l'a conduit jusqu'en Afrique où elle est recrutée par l'entreprise de travaux publics RAZEL. Après son expérience en tant qu'adjointe de direction

au sein de GROUPELEC DISTRIBUTION, son engouement pour l'univers de la formation l'amène à devenir enseignante dans un lycée et à animer un organisme de formation professionnelle.

Dès 1994, elle rejoint le réseau Compétences et Développement du campus nantais. Elle occupe alors les postes de coordinatrice formation, directrice pédagogique puis directrice qualité. En 2004, la direction d'IDRAC Business School - Campus de Nantes lui est confiée et elle assure le lancement de la marque SUP' DE COM1 sur la région.

Elle succède à Laurent Espine.



Les biographies des présidents d'université, directeurs de Grandes écoles et principaux responsables politiques de l'enseignement supérieur sont à consulter sur le [blog d'HEADway](#).



L'APPRENTISSAGE DE PLUS EN PLUS PLEBISCITE

L'apprentissage dans l'enseignement supérieur est à un niveau historiquement élevé (+58,6 % en 2020 après une hausse de +13,4 % en 2019). L'ESR compte aujourd'hui 323 300 apprentis au sein des formations de premier et second cycles. Les BTS, premier diplôme délivré par l'apprentissage, comptent à eux seuls + de 30 000 apprentis supplémentaires.

L'apprentissage qui croit en même temps de +11,4% dans l'enseignement scolaire, prend donc une place très importante dans les modalités d'études.

Référentiel de la Cefdg : ce qui change

Mis à jour en mai 2021, le nouveau référentiel d'évaluation répond aux principes fixés le 27 janvier 2021 relatif au cahier des charges des grades universitaires de licence et de master.

Pour le grade de licence, une concertation entre la CEFDG, la CTI et le Hcéres vise à mettre en cohérence les procédures d'évaluation du grade de licence, de manière à garantir une instruction équivalente des demandes d'accréditation tout en tenant compte des spécificités des disciplines.

Le dossier d'évaluation a lui aussi été mis à jour, il sera composé de 3 documents à compter de septembre 2021 :

- Un dossier principal, de trente pages maximum, sans aucun tableau autres que ceux demandés dans ce document (ce dossier doit être synthétique) ;
- Une data sheet qui reprend sous la forme de 30 tableaux les données clés de l'école et du programme évalué et que les écoles rempliront en suivant les informations demandées ;
- Un document d'annexes dans lequel figureront des éléments formels et dont la liste est présentée à la fin du dossier principal.

Ce dossier d'évaluation est unique et concerne toutes les demandes adressées à la CEFDG : renouvellement d'un visa/grade, demande de grade de licence, demande d'extension de visa/grade sur un nouveau site...

► Retrouver tout le référentiel [ici](#)

BCE : des épreuves revisitées pour le concours 2023

Pour mieux s'adapter aux nouvelles spécificités du lycée, des nouveaux programmes de classes prépas et des attentes des entreprises, un groupe de travail de la BCE a formulé des propositions pour faire évoluer certaines épreuves.

L'épreuve de ESH (Economie Sociologie Histoire) intègre les nouvelles exigences de l'économie en incorporant des modules d'économie approfondie dans le nouveau programme de la filière CPGE ECG. Du côté des épreuves, la dissertation de 4h sera co-conçue par ESCP BS – SKEMA et ESSEC – HEC. TBS reprend la conception de la 3^{ème} épreuve dès le concours 2022.

L'épreuve de langues (ELVI) renforce la maîtrise de langues dont obligatoirement l'anglais. Pour répondre aux enjeux internationaux, l'épreuve de langue sera allongée à une durée de 4H en 2023. Les 4 écoles conceptrices ont choisi de faire évoluer le format actuel en ajoutant au format actuel un exercice de résumé analytique.

L'ESCE lance le passeport compétences

Le passeport compétences ESCE a pour but d'appuyer les compétences de chaque étudiant en vue de leurs entretiens d'embauche.

Il réunit l'ensemble des évaluations des compétences techniques des étudiants mais aussi comportementales et linguistiques au terme de 5 années d'études. Il permet ainsi aux recruteurs d'avoir un document certifié de présentation du niveau de l'étudiant dans chaque compétence.

L'EDHEC accélère son engagement en faveur des générations futures



L'EDHEC Business School met en œuvre son plan stratégique 2025 « Impact Future Generations ». A l'occasion de sa conférence de presse annuelle, l'EDHEC détaille ses priorités : la pluridisciplinarité des enseignements, l'accompagnement carrière des étudiants, l'entrepreneuriat et l'ouverture sociale.

Parmi les initiatives : *Création d'un double-diplôme EDHEC BBA – UTC Compiègne* visant à former des managers-ingénieurs, la création d'un centre dédié à l'entrepreneuriat - le Centre for Responsible

Entrepreneurship regroupant EDHEC Entrepreneurs (incubateur et accélérateur de l'école) ou encore l'ambition d'atteindre 20% d'élèves boursiers d'ici 3 ans notamment grâce au dispositif EDHEC For All.

En bref...

- **Le Réseau GES** et la société JMD Production ont signé un partenariat visant à valoriser le monde de la culture auprès des étudiants. Cette collaboration permettra aux étudiants du Réseau GES de bénéficier d'un accès privilégié aux représentations culturelles et aux spectacles, tout en leur « apportant une expertise 360 du secteur ».

LES RECRUTEMENTS EN COURS

HEADway People est la branche dédiée à la chasse de tête académique et managériale d'HEADway Advisory.

Chaque semaine retrouvez une sélection de nos recrutements en cours ici et consultez notre site pour voir toutes nos offres.

Les recrutements de la semaine

Responsable de campus (H/F)

#GamingCampus_respcampusparis

Headway People, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute Gaming Campus, campus lyonnais un/une :

Responsable de campus - Paris (H/F)

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

1 Professor in Energy & sustainability

#ABS-Energy

HEADway people has been engaged by the African Business School (ABS) at the University of Mohammed VI Polytechnic (UM6P) to recruit : **1 Professor in Energy & sustainability**

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

1 Professor in Entrepreneurship & Innovation

#ABS-Entrepreneurship

HEADway People has been engaged by the African Business School (ABS) at the University of Mohammed VI Polytechnic (UM6P) to recruit : **1 Professor in Entrepreneurship & Innovation**

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

1 Professor in Economics

#ABS-Economics

HEADway People has been engaged by the African Business School (ABS) at the University of Mohammed VI Polytechnic (UM6P) to recruit a **professor in Economics**

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)



Consultez l'ensemble de nos offres sur notre site

<https://headway-people.com/fr/>

Un projet de recrutement ?

Discutons-en recrutement@headway-advisory.com

La transformation numérique de la formation s'est brutalement accélérée

Directeur de l'EPF, il vient d'être réélu vice-président de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieur (Cdefi). Alors que nous approchons de l'échéance présidentielle il revient avec nous sur les grands sujets qui vont occuper sa conférence tout autant que sur l'actualité d'une école qui s'apprête à déménager dans de nouveaux locaux à Cachan. Entretien avec un directeur très engagé, Jean-Michel Nicolle.



Olivier Rollot : Jacques Fayolle, réélu Président, vous restez à la vice-présidence de la Cdefi (Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieur). Qu'est-ce qui va caractériser votre action alors que nous approchons de l'échéance présidentielle ?

Jean-Michel Nicolle : La question de la place des écoles d'ingénieurs dans notre enseignement supérieur, en relation avec les territoires, et leur contribution à l'attractivité internationale de notre modèle de formation et de notre recherche resteront au cœur des actions de la Conférence.

Nous aurons aussi à réaffirmer l'excellente adéquation de nos diplômes d'ingénieurs aux besoins des entreprises et aux grands défis auxquels sont confrontés nos sociétés, économie durable, respect de la diversité et inclusion sociale en premier lieu.

Les écoles ont toujours développé une culture identitaire d'innovation et de recherche, que ce soit au sein même des processus de formation que dans des laboratoires en propre ou partagés. En effet, ce qui caractérise nos structures, c'est qu'elles s'inscrivent naturellement dans des politiques de coopération et de collaboration au sein de sites dont les EPE (Etablissements Publics Expérimentaux) ne sont qu'une facette.

Positionnées à la croisée des territoires avec lesquels elles partagent de nombreuses initiatives et de l'international qui se révèle un espace d'interactions nombreuses et de mobilité étudiante, on ne peut que reconnaître leur forte personnalité !

Une autre question importante est précisément celle de la visibilité et de l'attractivité de l'enseignement supérieur à l'international. Alors que la crise Covid et la fermeture des frontières menaçaient une attractivité qui s'effritait déjà, le MAEE et le MESRI ont très rapidement mobilisé les parties-prenantes, conférences, réseau des VPRI, Campus France, Crous etc. pour accompagner les établissements, permettre d'affiner au fil des informations disponibles, une gestion de l'accueil à flux tendus en suscitant des initiatives pour que collectivement, nous préservions la position de la France dans la course à l'attractivité. C'est dans cette perspective que l'EPF a créé en juillet 2020 un « Virtual Tech Camp », 100% à distance, en langue anglaise, gratuit, pour promouvoir l'originalité de notre modèle d'école d'ingénieurs et nos territoires. Plus de 700 personnes se sont connectées pendant une semaine en participant à une vingtaine d'ateliers inspirés de nos formations comme « Biomécanique et santé » ou « A quoi servent les mathématiques ? ».

Bien sûr, la transformation numérique de la formation s'est brutalement accélérée au sein de nos écoles pour maintenir nos missions de formation dans un dispositif totalement distanciel et, pour l'EPF, en grande partie « commodal » (gestion simultanée d'une classe physique et virtuelle). Le modèle des campus connectés a d'ailleurs trouvé tout son sens dans cette période de crise.

La Cdefi réunit des écoles de ministères et de statuts différents. C'est une posture originale qui permet d'exposer des modèles économiques et de développement différents, parfois d'inspirer les politiques des écoles, de favoriser les liens mais surtout mettre en lumière le potentiel de création de valeur produit par la diversité de notre enseignement supérieur. La Cdefi souhaite consolider la place de toutes les écoles, quelle que soit leur identité, afin qu'elles puissent s'associer à une dynamique collective et s'inscrire dans l'ensemble des dispositifs d'orientation des politiques publiques et d'incitation à l'innovation comme les PIA.

Si la valeur des écoles d'ingénieurs est unanimement reconnue, leur place est parfois contestée. Leur taille, relativement modeste, peut rendre difficile leur visibilité dans le paysage de l'enseignement supérieur national même si leur contribution à la création de valeur collective est indéniable.

O. R. : Entre les écoles d'ingénieurs et les universités les oppositions apparaissent régulièrement !

J-M. N. : Je ne dirai pas qu'il y a opposition mais parfois quelques frottements !

LE BACCALAUREAT 2021 LIVRE SES PREMIERS RESULTATS



Le moins que l'on puisse dire c'est que le Bac 2021 qui devait être la première session du nouveau bac général et technologique a quelque peu été bousculé.

Une partie des évaluations communes (EC), ainsi que les épreuves finales écrites des enseignements de spécialité de terminale, ont été appréciées à partir des notes de contrôle continu. L'épreuve écrite de philosophie ainsi que le grand oral ont été maintenus.

703 700 candidats se sont présentés à la session de juin 2021 tous bacs confondus.

- 54% en voie générale, 20% en série technologiques et 26% en voie professionnelle.
- -10300 candidats présents par rapport à juin 2020
- Le pourcentage d'admis est de 90,5% soit - 1,6 points que lors de la session 2020. Ce chiffre monte à 95,2% pour les candidats de la voie générale (+0,4 points par rapport à 2020. 89% de réussite pour les élèves de la voie technologique (-1,2 points par rapport à 2020) et 82% d'admis pour la voie professionnelle (soit -5,9 points par rapport à 2020).
- 4,3% des candidats soit 30 000 n'ont pas réussi à obtenir suffisamment de points pour pouvoir se présenter aux épreuves de rattrapage
- Ces dernières concernent 5,2% des candidats soit 36 700 lycéens. Leur proportion est stable par rapport à 2020

HYPOCRISIE TOTAL

« HYPOCRISIE TOTAL » ou quand les élèves de Polytechnique se révoltent contre le géant du pétrole français.

L'installation d'un centre de recherche et d'innovation Total à côté de l'Ecole Polytechnique du campus de Saclay suscite depuis 2019 de vives réactions de la part des étudiants de l'école.

Les étudiants de l'X ont manifesté leur mécontentement lors d'une action dans la cour Vaneau. 350 étudiants se sont rassemblés pour former un « X » géant, deux banderoles sont déployées : « On ne parle pas mais on vous voit » et « Hypocrisie Total ».

Les travaux du centre de recherche doivent débuter cet été.

Les deux modèles, complémentaires à l'origine dans leurs missions et leur organisation, se sont progressivement rapprochés mais ils gardent toujours de fortes spécificités. Les écoles d'ingénieurs restent encore mal connues, y compris au sein même de la communauté de l'enseignement supérieur. Paradoxalement, la perception de leur identité est plus forte à l'étranger qu'en France. Probablement parce que les fortes coopérations et mobilités internationales de leurs étudiants et leurs personnels, facilitent la mise en valeur d'un modèle aux caractéristiques fortes : des processus de formation et de recherche-innovation en interaction, la place importante de la coopération écoles-entreprises qui soutient la professionnalisation des diplômés, de nombreux stages, des pédagogies innovantes orientées vers la décision et des projets dans lesquels les professionnels ont toutes leur place, une forte porosité entre l'école et son environnement. Autant de facteurs dont s'inspirent d'ailleurs certains modèles étrangers.

La référence reste encore aujourd'hui le modèle universitaire. L'assimilation reste une tentation pour simplifier un système et espérer le rendre plus performant. Or, c'est justement l'inverse qui crée de la valeur. L'agilité, l'adaptabilité, la résilience et surtout la diversité restent les principaux facteurs de création de valeur vis-à-vis d'une offre mondiale qui joue la carte de l'industrialisation de la formation à outrance dans son modèle, y compris économique. Je suis pour ma part adepte des stratégies de différenciation et de niche et c'est une vision qui me paraît mieux adaptée à notre identité culturelle et... nos moyens !

La mobilité d'un système à l'autre doit devenir une évidence. Diplômes d'ingénieurs, Master en ingénierie, BUT ou bachelor des écoles sont autant de propositions différentes qui contribuent à élargir le choix des jeunes. Trop souvent, la raison d'être de nos missions, l'intérêt des jeunes, est mis au second plan dans nos débats internes.

Il me semble plus que jamais nécessaire d'allier les forces plutôt que de nourrir des divisions stériles. Le vrai défi c'est celui de la compétitivité et de l'attractivité de notre modèle face à des géants qui disposent de ressources bien plus importantes que les nôtres. Nos établissements contribuent à former les décideurs de demain et nous devons élargir notre sphère d'influence pour accompagner la compétitivité de notre économie.

O. R : Tout récemment un autre sujet de friction est apparu entre la Cdefi à la Conférence des présidents d'université (CPU) sur le niveau auquel les titulaires du tout nouveau bachelor universitaire de technologie (BUT) devaient être acceptés dans les écoles d'ingénieurs. La polémique est derrière nous aujourd'hui ?

J-M. N : Ce qui a pu apparaître comme une opposition n'est que le résultat d'une incompréhension. Très sincèrement, je n'ai pas le sentiment qu'il y ait de divergences de fond même s'il faut reconnaître que la situation générale et en particulier la crise sanitaire, les forts mouvements de notre environnement, les contraintes économiques, ne facilitent pas la mise en œuvre d'un dialogue régulier et serein. Les bureaux des deux conférences se sont rapidement rencontrés pour éclairer les positions et continuer à construire une relation de confiance.

Notre modèle de formation est basé sur un processus en 2+3. C'est pourquoi les DUT et leurs programmes nationaux étaient parfaitement insérés dans un parcours de formation d'ingénieur. Certaines écoles ont une formation en 5 ans après le bac d'autres, dont les plus prestigieuses, un modèle de formation en 3 ans après les classes préparatoires, mais toutes s'inscrivent dans un accès sélectif.

Nos référentiels sont construits sur cette temporalité et la CTI veille au respect des exigences et à la qualité de nos formations. Compte-tenu des niveaux académiques requis et de l'existence de stages en entreprises ou en laboratoire, en France ou à l'international, le temps strictement de formation est sous forte contrainte. Le « cycle ingénieur » (qui intègre L3, M1 et M2) constitue un processus continu cohérent, un temps essentiel pour construire l'identité du futur professionnel. Toute réduction de cette période pourrait avoir un impact négatif sur l'objectif visé. L'année L3, année charnière, joue un rôle structurant en assurant le basculement de l'académique vers le professionnel, en contextualisant les connaissances pour construire les compétences et en ouvrant à la recherche et l'innovation. C'est aussi une année au cours de laquelle le sentiment d'appartenance se construit, une identité se reconnaît dans la vie étudiante. La Cdefi a rappelé le rôle essentiel de ce processus continue mais qui laisse bien sûr, au cas par cas, ouvertes des dérogations et des passerelles.

Les BUT sont de nouvelles formations qui ont le statut de licences professionnelles. Leur vocation naturelle est l'activité professionnelle et la qualité reconnue des IUT ne manquera pas de produire ces cadres intermédiaires dont notre industrie a tant besoin. Il en est de même pour les bachelors en sciences et en ingénierie des écoles d'ingénieurs dont certains ont obtenu le grade de licence. C'est le cas pour les deux bachelors de l'EPF.

Que ce soient les BUT ou les bachelors de nos écoles, la poursuite d'études est évidemment possible. D'ailleurs, le cahier des charges du grade de licence intègre des exigences comme l'ouverture à la recherche qui permettent de l'envisager. Elle s'inscrit dans un processus similaire, quel que soit le bachelor, guidé par le seul souci de la réussite des élèves, et la passerelle d'entrée naturelle sera la L3. Cela n'empêchera pas que dans telle ou telle spécialité, en fonction des prérequis et des programmes des BUT ou de nos bachelors, il puisse y avoir une admission directe en M1 mais cela relèvera de la seule responsabilité des écoles.

Mon sentiment est que ce sera marginal.

O. R : Dans deux ans cela va provoquer un certain « trou d'air » à l'entrée dans les écoles

MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

La Conférence des Grandes Ecoles a remis son étude exploratoire sur la mobilité internationale des étudiants en situation de handicap à l'occasion de la 2^{ème} cérémonie de remise des bourses d'encouragement octroyées à 10 étudiants lauréats.

Cette étude vient répondre à la lettre de mission adressée en novembre 2020 à la CGE par les ministères de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de l'Outre-mer et du Secrétariat d'Etat en charge des Personnes handicapées.

Basée sur plusieurs enquêtes réalisées auprès d'étudiants et de parents d'élèves en situation de handicap, d'établissements de l'enseignement supérieur du monde entier et d'entreprises accueillant des stagiaires internationaux, ainsi que sur les auditions de plus de 80 experts, cette étude a permis d'identifier plusieurs freins majeurs et transversaux. Parmi eux, le manque de continuité d'accès aux soins, aux traitements et à l'accompagnement, des difficultés liées aux transports aériens d'équipements et de traitements ou à l'accès aux transports locaux et à la vie sociale et culturelle, ainsi que de nombreuses barrières administratives et financières.

79 propositions ont été formulées, elles visent à lever les freins à la mobilité internationale des étudiants en situation de handicap dont la mise en place d'un référent handicap dans les ambassades comme point de contact pour informer et accompagner les étudiants, la création d'un booster pour les assurances privées financé par le ministère de tutelle de l'établissement d'enseignement supérieur afin d'inciter les assurances privées à couvrir l'ensemble des soins de santé des étudiants, ou encore la création d'une « valise médicale cabine » pour le transport de traitements ou de dispositifs médicaux hors utilisation pendant le vol.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

34 000

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation annonce le financement de 34 000 places supplémentaires pour la rentrée étudiante. 15 000 places étaient déjà financées pour la rentrée, notamment pour le cycle de licence, dont 6 000 en 1^{ère} année, et pour les instituts de formation en soins infirmiers, en lien avec les régions. 19 000 places supplémentaires, majoritairement financées par le Plan de relance, s'y ajoutent. Elles comprennent 14 000 places qui seront dirigées vers les

d'ingénieurs qui ne vont plus pouvoir recruter des BUT avant leur troisième année. Ni des BUT en deuxième année donc ?

J-M. N : Le BUT n'est pas un DUT plus une année. Il a été construit comme un processus continu avec des redistributions d'enseignements qui n'assurent plus la correspondance qui permettait une intégration naturelle avec les formations d'ingénieurs et en particulier celles proposées en apprentissage.

Ce « trou d'air » va probablement se produire à la rentrée 2024. Pour gérer cette situation, certaines écoles pourront ouvrir à certains élèves en formation étudiante un accès à la formation en alternance, ce qui ne manquera pas d'alléger le coût de leurs études.

Mais dans des cas limités et certaines spécialités, certains jeunes titulaires d'un DUT conserveront la possibilité d'entrer en première année d'apprentissage.

O. R : La difficulté qu'il y a aujourd'hui à envoyer des étudiants à l'étranger est l'une des conséquences les plus évidentes de cette pandémie. L'expérience internationale doit-elle évoluer à l'avenir dans les écoles d'ingénieurs ?

J-M. N : La Commission des titres d'ingénieur (CTI) est effectivement interrogée sur les conditions de la mobilité internationale de nos étudiants. On voit l'émergence de concepts comme l'« international at home » qui visent à satisfaire les compétences produites habituellement par une « expérience internationale ». Nous devons regarder plus loin et valoriser la crise non en reculant mais en avançant. La projection dans un environnement académique, scientifique, culturel et humain transforme chaque personnalité. Elle est un révélateur, un facteur d'émancipation, un activateur de résilience. La doctrine que nous défendons à l'EPF est que chaque étudiant doit construire son projet personnel de mobilité en cohérence avec ses objectifs. C'est un processus qui nécessite un niveau d'encadrement important donc économiquement couteux mais la création de valeur individuelle est bien plus forte que celle qui résulte de mobilités en groupe. En 2020 et 2021, nous avons renforcé certains partenariats avec des universités étrangères pour associer nos étudiants dans la réalisation de projets communs de dimension internationale avec des interactions exclusivement en langue anglaise. Nous avons ainsi réussi à adresser les compétences visées sans dégrader nos exigences. L'ensemble de nos actions ont porté sur la sécurisation des « learning outcomes », les compétences attendues.

O. R : La « Génération Covid » n'est pas une génération sacrifiée ?

J-M. N : La mobilisation de toutes les parties prenantes de notre enseignement supérieur et l'extraordinaire implication des personnels aura permis d'écarter ce risque d'une génération Covid ! Je dirais même que cette expérience douloureuse qui préfigure un monde plus volatile aura renforcé une grande majorité de nos étudiants. Cette génération sera emblématique par la capacité de résilience qu'elle aura su démontrer. Cela ne doit pas masquer qu'une partie de notre jeunesse a véritablement souffert et que nous devons continuer à l'accompagner dans la durée. Nous devons regarder avec bienveillance et beaucoup de responsabilité les parcours de nos élèves dans cette période troublée et leur donner le temps de se reconstruire y compris sur le plan académique.

O. R : France Compétences semble rencontrer quelques soucis pour financer la montée en puissance de l'apprentissage. Cela vous inquiète ?

J-M. N : Bien sûr que l'incertitude nous inquiète ! Nous nous inscrivons dans des stratégies à long terme qui nécessitent des engagements, des investissements et des organisations adaptées. Notre enseignement supérieur a répondu présent aux sollicitations, en particulier à la dynamique de renforcement de l'alternance souhaitée par le Président de la République. Nous sommes convaincus que c'est un modèle vertueux pour favoriser l'emploi et faciliter la rencontre entre le monde académique et le monde professionnel.

Mais ces engagements ne peuvent mettre en péril le modèle d'équilibre général des établissements. L'apprentissage, c'est un suivi précis par les tuteurs, un processus original de construction des compétences, c'est un rythme qui doit satisfaire les contraintes des parties, ce sont des exigences à satisfaire sans concession dont la mobilité internationale. C'est un processus original et complexe qui mobilise ses propres ressources et génère un coût qui doit être couvert.

Les montants de « coûts contrat », c'est-à-dire auquel France Compétences finance nos formations, doit couvrir leur coût complet réel sous peine de provoquer un « subventionnement » de l'apprentissage par d'autres activités qui perdraient ainsi leur propre capacité de développement. Je pense, entre-autre, à la recherche sur laquelle nous investissons fortement.

Ce serait une mauvaise approche de gestionnaire !

Aujourd'hui, nos formations coûtent effectivement entre 9 000 et 11 000€. Notre inquiétude est que la « remontée » des coûts actuels – c'est-à-dire en période de pandémie – deviennent la référence alors que nous savons qu'ils reflètent une situation exceptionnelle et que des dépenses non engagées ont, en fait, été déplacées sur les prochaines années.

O. R : Dans quel objectif avez-vous transformé la structure de vos dépenses ?

J-M. N : Tout simplement pour prendre en compte la situation exceptionnelle, éviter un taux d'échec supérieur à celui des années précédentes, par exemple, en renforçant fortement l'accompagnement scolaire cette année et les deux prochaines années. Nous avons aussi massivement investi dans les technologies numériques, équipé 45 salles d'enseignement en mode « commodal », renforcé notre dispositif de bourses en complément des possibilités offertes par la CVEC qui a aussi joué un rôle de régulation notable pendant cette crise.

Maintenir le niveau d'exigence final de nos étudiants nous demande d'investir mais nous ne sommes pas inquiets du résultat. Les premiers signes positifs sont rassurants.

filiales en tension et les plus de 5 000 places supplémentaires en BTS et formations de type FCIL (Formation Complémentaire d'Initiative Locale) créées pour répondre aux souhaits de poursuites d'études en filières courtes préparant à l'entrée sur le marché du travail dans des secteurs professionnels répondant aux besoins des territoires.



L'INTERNATIONAL EN BREF

Chaque semaine nous scrutons pour vous l'actualité internationale dans les principaux médias consacrés à l'enseignement supérieur : Times Higher Education, The Chronicle of Higher Education, Education Dive, University World News... Notre synthèse de la semaine en commençant par cette innovation des universités américaines dans leur lutte contre le Covid : [Top universities make face mask that detects COVID-19](#) (University World News)

Europe

- **L'Association européenne des universités** (EUA) a publié les résultats de la dernière édition de son enquête sur la science ouverte. Intitulé « [Des principes aux pratiques : la science ouverte dans les universités européennes](#) ». Le rapport fournit des données concrètes et des recommandations fondées sur des preuves pour les institutions, les chercheurs, les bailleurs de fonds de la recherche et les décideurs politiques sur la transition vers la science ouverte.

Australie

- [Chinese students fear reprisals from their own government](#) (University World News)

Chine

- [China studies scholars reluctant to return to China](#) (University World News)
- [Mental health fears as Chinese campuses stay locked down](#) (Times Higher Education)

Norvège

- [University of Oslo under fire for hosting Fudan's centre](#) (University World News)

Nouvelle Zélande

- [Chinese embassy dismisses claims of spies infiltrating universities](#) (University World News)

Royaume-Uni

- [International students can stay on and work for two years](#) (University World News)

O. R : Comment se déroulent les inscriptions pour l'EPF cette année. Alors que les journées portes ouvertes (JPO) sont difficiles à organiser et que les salons d'orientation n'ont pas pu avoir lieu les classements jouent-ils un rôle encore plus important ?

J-M. N : C'est vrai que les JPO ont une fonction importante dans la détermination du choix de l'établissement. Ce sont des moments de rencontre avec les équipes pédagogiques, les élèves et l'administration. C'est le moment de « respirer » une école, sa culture, son identité, ses valeurs. Et quand ces moments ne sont pas possibles, les choix s'opèrent à partir des seuls éléments accessibles et les classements en font partie.

Ce qui est troublant, c'est que depuis quelques années, un certain nombre d'établissements les appréhendent comme des objets marketing. Il suffit de voir les positions relatives étonnantes de certaines ou des trajectoires rapides d'autres alors que nos organisations se caractérisent par un niveau d'inertie important. Pour progresser, il faut mobiliser des ressources, investir, recruter et ceci se réalise dans un temps long.

- ▶ Les classements tentent d'objectiver la position des écoles principalement à partir de critères quantitatifs qui ne s'avèrent pas toujours « indépendants » sur le plan statistique. Par exemple les 3 critères, nombre d'enseignants-chercheurs, de HDR (habilitation à diriger les recherches) et pourcentage de poursuite en thèse pour apprécier l'excellence académique, sont intimement interdépendants et ne facilitent pas une bonne discrimination au sein de la population des écoles.

Je pense qu'il faut intégrer d'autres critères qualitatifs qui renvoient aux valeurs, aux engagements, à l'expérience étudiante et qui contribuent à une meilleure information du public. Les questions de « l'ouverture », de l'engagement et de la diversité sont au cœur de la stratégie de l'EPF. C'est pourquoi nous sommes collectivement mobilisés, par exemple, pour accompagner les personnes en situation de handicap et menons des actions fortes pour prévenir les violences sexistes et sexuelles. Ces postures marquent une culture d'organisation et ont un impact sur la manière dont sont réalisées les missions de formation et de recherche de l'école. Elle affecte le profil du futur ingénieur et contribue à sa différenciation.

L'exemple du « Challenge Innovation handicap » déployé depuis 5 ans pendant 24 heures sur les 3 campus de l'EPF illustre ce point de vue. Etudiants, enseignants-chercheurs, partenaires industriels, médecins, associations engagées dans l'accompagnement des personnes empêchées, personnes handicapées, sportifs, alumni et d'autres encore, s'associent pendant 24 heures, sans interruption, pour faire émerger de nouvelles solutions technologiques qui changeront la vie de personnes en situation de handicap. Et chaque année, certains projets sont repris par des industriels et d'autres amorcent une initiative entrepreneuriale.

O. R : Mais pour montrer tout cela il faut que les candidats viennent sur vos campus...

J-M. N : Oui, les rencontres physiques sont essentielles pour comprendre le modèle de formation, appréhender son environnement et surtout faciliter l'échange avec les étudiants qui peuvent alors partager leur expérience.

Elles nourrissent la réflexion et contribuent au choix de chacun.

Une enquête que nous venons de réaliser avec Epoka et Harris interactive montre que près de 75% des candidats qui intègrent l'EPF reconnaissent que leur expérience est bien plus riche et valorisante que ce qu'ils pouvaient imaginer avant leur arrivée.

Ils découvrent, dans une véritable formation généraliste, l'important potentiel d'individualisation des parcours et peuvent accéder à une large palette de doubles diplômes dont certains avec des institutions réputées comme CentraleSupélec, Georgia Tech ou Sciences Po. L'EPF c'est aussi un terrain qui permet de nourrir les ambitions et les talents de chacune et chacun et de permettre d'identifier un chemin pour orienter et accélérer sa carrière.

O. R : L'EPF va bientôt déménager pour s'installer sur l'ancien site de l'ENS à Cachan. Les travaux avancent bien ?

J-M. N : Les travaux avancent bien et vous pouvez suivre l'avancement du projet sur la page <https://www.epf.fr/cachan2022>. L'inauguration aura lieu en début d'année 2022. L'environnement offrira les atouts d'un pôle d'enseignement supérieur de dimension internationale avec les logements et la restauration du Crous, une vie associative en liens avec d'autres écoles (ESTP, AIVANCITY, ECAM-EPMI, ESITC Paris, IUT de CACHAN, les Lycées principalement). L'EPF disposera, à l'issue d'une importante rénovation, de près de 18.000 m² pour accueillir à terme 1600 élèves. Ce campus résolument disruptif et qui place la technologie au cœur du bâtiment, a été conçu pour faciliter la large diffusion des nouvelles pratiques pédagogiques et assurer une forte interaction entre la formation et la recherche. Il permettra aussi l'accueil d'entreprises et disposera d'un incubateur de 3000m².

O. R : Après Troyes et Montpellier avez-vous d'autres projets de création de campus de l'EPF en régions ?

J-M. N : Nous prévoyons d'ouvrir un nouveau campus à la rentrée 2022 à Saint-Nazaire, d'abord dans des locaux provisoires puis en 2024, dans un nouveau bâtiment en cœur de ville. Les premiers élèves accueillis intégreront la 1^{re} année post-bac et une nouvelle majeure dédiée à la transformation des organisations avec une forte culture numérique. L'identité de ce campus se dessine progressivement en fonction des offres préexistantes, des besoins du marché et de l'identité du territoire. Nous recherchons systématiquement la coopération et, si possible, les synergies au sein du site.

O. R : La recherche est de plus en plus importante dans les écoles d'ingénieurs. Quels grands axes développez-vous ?

J-M. N : Notre approche est très pragmatique : nous recherchons la meilleure articulation possible entre

AGENDA

14 et 15 octobre : 26^{ème} édition de [Plug&Start](#) à Troyes, à la Technopole de l'Aube en Champagne. Plug&Start, c'est deux jours intensifs durant lesquels des porteurs de projets innovants rencontrent des grandes entreprises et des dizaines d'experts issus de domaines variés (finance, juridique, marketing, design, etc.) afin de les aider à concrétiser leurs idées.

Inscriptions closes le 17 septembre 2021.



18 au 20 octobre : intitulée « Not business as usual » la [conférence annuelle de l'EFMD](#) se tiendra entièrement à distance.



8 et 9 décembre : le [Wise Summit 2021](#) se tient à Doha.

ENVISION EDUCATION : REVIVEZ LA PREMIERE SAISON

Depuis plusieurs mois, toute l'énergie du secteur de l'enseignement supérieur s'est concentrée sur la continuité pédagogique et à la sécurité sanitaire des étudiants et des personnels. Le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche entre aujourd'hui dans une ère de « new normal ». Une profonde transformation qui impose d'engager une réflexion stratégique et structurelle capitalisant sur les expériences réalisées.

C'est dans le but d'ouvrir ce débat et cet échange que HEADway Advisory et Academ, avec le soutien de la Fnege (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises), proposent aux acteurs de l'enseignement supérieur une première série de 6 webinaires « ENVISION EDUCATION » qui traitent des sujets suivants : international, valorisation de la recherche, digital Learning et expérience étudiante, management de la faculté, Executive Education, compétences et acquis.

Si vous n'avez pas pu suivre nos six premiers webinaires ils sont visibles sur YouTube :

- [« Vers une mort de la mobilité étudiante internationale ? »](#)
- [« Recherche : Comment passer de l'idée de valorisation à valorisation effective ? »](#)

la formation, la recherche et la satisfaction des besoins des entreprises. Le modèle que nous avons retenu est celui de plateformes technologiques articulées sur les spécialités développées localement et les besoins du marché.

A Troyes, celles-ci sont dédiées aux technologies de la fabrication additive et à la performance du bâti avec des dispositifs expérimentaux très originaux (mannequin instrumentée, plateforme BBC+ mobile par exemple). Nous développons cette dynamique avec l'UTT à laquelle l'EPF est associée.

A Montpellier, l'Energy'Lab, qui a reçu le soutien de la Région, est un démonstrateur permettant de combiner la majorité des sources de production d'énergie pour effectuer des mesures de performance. Sur notre nouveau campus de Cachan nous créons plusieurs plateformes dont une salle technologique d'analyse du mouvement associée à un laboratoire de biomécanique et en coopération avec l'ENSAM.

Notre recherche s'inscrit dans une perspective « Tech for good » au service d'une société durable avec des problématiques qui concernent la santé, la dépollution des eaux, la durabilité des matériaux. D'ailleurs, l'un de nos enseignant-chercheurs récemment recruté est médecin et travaille sur les interactions société, environnement naturel et technologie.

Pour développer toutes ces actions, Philippe Rouch, Professeur d'Université au laboratoire de Biomécanique Humaine Georges Charpak et directeur du campus parisien des Arts et Métiers, rejoindra l'EPF à la prochaine rentrée pour prendre la direction de notre recherche et du développement.

O. R : Au titre de la Cdefi vous présidez la commission Afrique du Forum Campus France, qui implique les représentants des conférences, le réseau des vice-présidents relations internationales, les grands organismes etc. Que doit faire la France pour mieux s'impliquer en Afrique ?

J-M. N : L'Afrique sera le continent du futur et la France doit bien sûr y être présente pour des raisons historiques mais aussi politiques et économiques. Cet immense territoire est dans le spectre d'influence de nombreux Etats étrangers et l'enseignement supérieur tout particulièrement compte-tenu de son impact sur la société.

La croissance démographique nourrit une forte demande de formation alors que l'offre actuelle s'avère insuffisante. Plus de 90% des candidats étrangers à la mobilité étudiante en France sont d'origine africaine et 95% d'entre eux ne seront pas admis dans nos établissements. Il y a donc de réelles opportunités à développer pour l'enseignement supérieur français d'autant que des soutiens nationaux (Adefsa, PEA) et européens sont mis en place pour accompagner le financement des initiatives, le plus souvent, en co-construction.

Nous avons de réels atouts à notre actif, les liens amicaux, la langue, la qualité de nos formations, nos référentiels, notre modèle social qui valorise la RSE (responsabilité sociétale des entreprises), l'inclusion et l'égalité des genres.

- ▶ L'objectif de la Commission reste d'une part d'informer largement les établissements français, créer un espace d'échange de bonnes pratiques pour éclairer les stratégies d'internationalisation vers l'Afrique et, d'autre part, de produire, à l'issue des travaux, des recommandations à nos autorités. Différents niveaux d'approches sont identifiés comme les questions de modèle économique, de recherche collaborative, de financement, de coopérations avec le secteur économique pour être partagés avec les membres de la commission, réseau des VPRI, CPU, CGE, CDEFI, Organismes de recherche, des personnalités invitées et les représentants des organisations membres du Forum. Par exemple, le prochain webinar accueillera trois présentations, les campus connectés, l'expérience de l'université virtuelle du Sénégal en temps Covid et les dispositifs d'accompagnement financier de la Commission Européenne.
- ▶ Pour l'EPF, l'Afrique est inscrite dans la stratégie de développement international et deux projets en Tanzanie et au Sénégal sont en cours de développement. Notre approche vise à aligner l'offre de formation et les besoins importants du développement de la ville africaine du futur. Comme souvent, nos projets se font avec des partenaires. Sur ces dernières initiatives, l'ESIGELEC est à nos côtés.

- [« Compétences et acquis : Comment aligner les attentes de France Compétences et le pilotage des programmes ? »](#)
- [« Digital Learning et expérience étudiante »](#)
- [« Le management de la faculté »](#)
- [« Executive Education »](#)

➤ RESSOURCES (TOUJOURS) UTILES

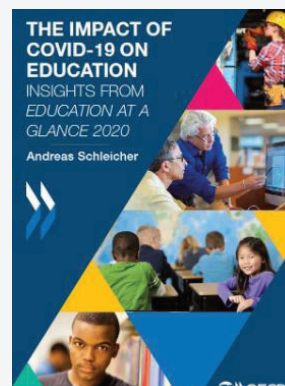
Ce sont des données qu'on n'a jamais sous la main quand on les cherche mais qui sont terriblement utiles. En voici une sélection avec d'abord l'édition 2021 des [Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche](#).



- [L'Europe de l'éducation en chiffres 2018](#)



- le [Code de l'éducation](#) ;
- [L'état de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation \(2020\)](#) ;
- [Regards sur l'éducation](#) de l'OCDE ;



- l'enquête [Conditions de vie des étudiants](#) de l'Observatoire de la vie étudiante ;
- l'enquête Céreq Génération [Quand l'école est finie](#) permet une mesure régulière de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sur leurs trois premières années de vie active ;

Centrale Nantes approuve les statuts de Nantes Université

C'est une nouvelle étape dans la création de Nantes Université. Après les votes favorables de l'école des beaux-arts (unanimité), de l'école d'architecture (unanimité) puis de l'Université de Nantes (22 voix pour, 11 voix contre et 1 abstention) la semaine dernière, le conseil d'administration de Centrale Nantes s'est prononcé, ce vendredi 4 juin, sur les statuts de Nantes Université. Avec 24 voix pour (4 voix contre et 1 abstention), les administrateurs de l'école ont approuvé les statuts du futur établissement public expérimental qui verra le jour en janvier 2022.

L'ESIEA lance L'ESIEA Startup Studio

L'ESIEA école d'ingénieur en informatique s'associe à Capital VC Lancet et lance l'ESIEA StartUp Studio. Des étudiants se verront proposer d'intégrer le Startup Studio pour développer des produits autour de l'électronique et de l'informatique durant leur cursus. Ils seront accompagnés et suivis par un mentor (entrepreneur de Capital VC ou Alumni de l'ESIEA).

A l'issue de la formation, les projets les plus aboutis et les mieux notés recevront l'opportunité de rejoindre un incubateur.

Premier summer camp pour CentraleSupélec



Le premier summer camp de CentraleSupélec est destiné aux lycéens de seconde passant en première.

45 lycéens (sur 150 candidats) se sont installés sur le campus de CentraleSupélec pour une semaine interactive autour des sciences, de leur orientation et de la vie de campus. 30h d'ateliers sont prévus au programme pour découvrir la vie sur le campus de l'établissement : visite des laboratoires et lieux clés du campus, ateliers mathématiques ou orientation, conférences, activités sportives ...

Les objectifs du summer camp sont :

- Créer du désir pour les sciences
- Accompagner et créer de la confiance concernant les choix d'orientation
- Faire découvrir la vie sur un campus
- Donner à penser, créer du sens sur la place des sciences et de chacun dans le monde

Grâce à l'aide de la Fondation de l'école, les élèves boursiers ou éligibles à une bourse de l'enseignement supérieur sélectionnés ont pu s'inscrire au Summer Camp gratuitement (le coût de la semaine étant initialement à 1300€, restauration et hébergement compris).

UNIVERSITES

En bref...

- [A Montpellier, des peines de prison ferme contre le « commando de la fac de droit »](#) (Le Monde)
- [Parcoursup : l'admission à l'université, hypothèse incertaine pour les lycéens](#) (Le Monde)

- Les grands palmarès internationaux: [ARWU](#) (classement de Shanghai), [Times Higher Education](#), [QS Top Universities](#), [US News Best Global Universities](#) ;
 - les palmarès des business schools : [l'Etudiant](#), [Le Figaro](#), [Le Point](#), [Le Parisien](#), [Challenges \(2020\)](#), [Challenges \(2018\)](#), [Financial Times](#) ;
 - [Les diplômés d'écoles de commerce jugent leurs écoles](#) (EducPros 2018)
 - les palmarès des bachelors : [Challenges \(2020\)](#), [l'Etudiant \(bachelors en 3 ans\)](#), [Le Parisien](#), [Le Point \(bachelors en 4 ans\)](#)
 - les palmarès des écoles d'ingénieurs : [L'Usine nouvelle \(2019\)](#), [L'Usine nouvelle \(2018\)](#), [L'Usine nouvelle \(2017\)](#), [l'Etudiant](#).
 - les sites des concours des écoles de management: <http://www.concours-bce.com>, <http://www.ecricome.org>, <https://www.passerelle-esc.com>, <https://bachelor.passerelle-esc.com/>, <http://www.concours-acces.com>, <http://www.concours-sesame.net>, <https://www.concours-pass.com>
- Retrouvez l'ensemble des publications et archives de la statistique de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports sur le site [DΣPPaDoc](#).

15 BLOGS A SUIVRE

[L'Essentiel du Sup](#)

[Cracking the management code, Isabelle Barth](#)

[Le blog de Stéphane Bourcieu](#)

[Le blog de Jean-François Fiorina](#)

[Le Sup en maintenance, Yann Bisiou](#)

[Universités 2024, Jean-Michel Catin](#)

[Docs en stock : dans les coulisses de la démocratie universitaire, Julien Gossa](#)

[Doctrix : un autre regard sur le doctorat, Sébastien Poulain](#)

[Le blog de Bernard Desclaux](#)

[Le blog de Claude Lelièvre](#)

[Le blog de Jean-Claude Dupas](#)

[L'Université, les STAPS, l'Éducation Physique et Sportive, Didier Delignières](#)